

FORD BLANQUEFORT (33)

Jour de grève pour l'avenir de l'usine

L'intersyndicale (avec les cadres) avait appelé pour ce lundi 23 janvier à une journée « usine morte » pour dénoncer une situation dangereuse et un risque de fermeture à moyen terme.

Ford repousse sans cesse l'annonce d'une nouvelle activité pour remplacer celles se terminant fin 2018. Nous n'avons plus de travail au-delà de 2 ans, avec des volumes de production de plus en plus faibles ne suffisant pas à occuper les 930 salariéEs. Cela fait longtemps que la CGT alerte et tente de remobiliser par des actions, comme l'envahissement du stand Ford aux 24 heures du Mans. Ford n'investit pas, ne recrute pas (moyenne d'âge 50 ans), ne forme pas pour remplacer les compétences des collègues qui partent en retraite. Des postes sont supprimés au travers des réorganisations, aggravant toujours plus les conditions de travail. Et la politique de rentabilité de Ford condamne l'usine à disparaître en la fragilisant toujours plus.

Aujourd'hui, l'ensemble des syndicats, y compris celui des cadres, et semble-t-il une partie de la direction locale, sont convaincus du risque de fermeture. À plus nombreux, il est plus facile de mobiliser. La grève



Dans les rues de Bordeaux la torche se rallume... DR

de 24 heures a été un succès : aucune production ! Et nous étions 500 à manifester de l'usine jusqu'à la préfecture de Bordeaux, avec le soutien du Collectif de lutte 33, de syndicalistes de plusieurs entreprises et des salariéEs en lutte du Samu 33.

Construire la mobilisation dans la durée

Il s'agissait de faire bouger des pouvoirs publics bien silencieux depuis longtemps, alors que Ford ne respecte pas ses engagements à préserver au moins 1000 emplois (accord de mai 2013), tout en recevant des aides publiques injustifiables (la multinationale engrange des profits historiques...). Le préfet a reçu l'intersyndicale, disant qu'il prenait au sérieux notre alerte. Et depuis l'annonce de notre grève, pouvoirs publics et élus se sont réveillés : Juppé a dénoncé l'attitude de Ford, donnant raison aux salariéEs ; la députée est intervenue auprès du gouvernement qui a pris rendez-vous avec Ford Europe pour le 20 février ; le préfet rencontre Ford Europe le 9 février ; et un Comité de suivi avec tous les acteurs aura lieu début mars. Ceci est positif, mais ces rencontres et réunions ne garantissent en rien de bonnes solutions. Pour que les pouvoirs publics exercent une pression réelle afin que Ford investisse et apporte de l'activité, il faut une mobilisation des salariéEs dans la durée. Comme il y a 10 ans : mener une bataille pour la défense des emplois dans la région en se confrontant aux chantages, à la propagande sur la concurrence et la compétitivité... Dans les mois qui viennent, pas d'autre choix que de relever la tête et de prendre notre avenir en main.

Correspondant